

Rentrée politique

Protéger la ruralité d'un climat politique incertain



Antoine d'Amécourt. © Fransylva.

À l'image de ces derniers mois, l'avenir s'annonce tumultueux sur la scène politique française. En dépit de la multitude et de l'urgence des dossiers à traiter, il ne faudra pas oublier la forêt et la ruralité.

À l'occasion des renouvellements législatifs européen et français de cet été, Fransylva avait appelé nos élus à adopter une politique en phase avec les réalités du terrain : reconnaître la multifonctionnalité des forêts, soutenir les propriétaires forestiers dans la préservation de leurs bois et dans l'adaptation progressive de leurs forêts face au dérèglement climatique, et renforcer leurs actions pour lutter contre le vol de bois, le commerce parallèle international et les incivilités grandissantes.

Ce message reste évidemment d'actualité. Nos forêts, comme nos terres agricoles, subissent des aléas climatiques de plus en plus fréquents et intenses – en témoigne la crise des scolytes sur nos épicéas qui font l'objet de ce dossier de *Forêts de France*, et les défis restent nombreux pour l'ensemble du monde rural.

Forestiers et acteurs de la ruralité doivent être soutenus pour mener à bien leur mission d'intérêt général et intergénérationnelle de préservation de nos écosystèmes et de notre terroir, au service de notre économie, de la souveraineté alimentaire... En cette période d'instabilité gouvernementale, ils ne peuvent pas être les victimes des alliances de circonstance ou d'une politique dictée par l'idéologie ou la quête d'électeurs, alors que les prochaines échéances ne sont jamais loin. Le pragmatisme doit rester le seul moteur des prises de décisions.

“ Le pragmatisme doit rester le seul moteur des prises de décisions ”

Ces turbulences ne doivent pas non plus couper court aux bonnes initiatives mises en place. Certains chantiers ont été lancés avant l'été, tels que le plan d'action pour répondre à la crise des scolytes au mois d'avril ou l'appel à projets Renouvellement forestier en juillet, qui a pris le relais de France 2030. Pour qu'ils puissent être mis en œuvre efficacement, il est impératif que le projet de loi de finances pour l'année 2025 accorde à la forêt, au bois et à la ruralité la place et les financements qu'ils méritent et dont ils ont tant besoin.

En région et à l'échelle nationale, Fransylva multiplie les rencontres auprès de nos députés et sénateurs afin de faire connaître les spécificités, la diversité et les enjeux de nos forêts. Il s'agit d'appeler à une politique réaliste, adaptée et financée, favorable à une gestion durable et multifonctionnelle de nos forêts, de « génération en génération ».

Antoine d'Amécourt
Président de Fransylva